

et simplement, avec celle de contre-révolution, tant s'avérait étroit le lien dialectique qui existait entre la nature populaire de l'action libératrice anti-colonialiste et le caractère socialiste de la nouvelle société à construire. Le programme de Tripoli, avait, pour l'essentiel, répondu à ces préoccupations en assignant à la révolution démocratique et populaire ses tâches principales. Cependant, durant les trois premières années de l'indépendance, la politique définie par ce programme n'a pu ni être appliquée ni — encore moins — être approfondie et enrichie. Si les objectifs du programme de Tripoli et de la Charte d'Alger étaient toujours proclamés bien haut, leur aboutissement et tout ce qui pouvait en faire une réalité tangible, se voyaient bloqués. Le redressement du 19 juin 1965 allait remettre la Révolution sur une voie plus correcte. La Proclamation du 19 juin affirmait solennellement que « la stabilité et la confiance enfin rétablies, le Conseil de la Révolution s'attachera à la remise en œuvre et au redressement de notre économie. Cela n'est possible que si toute forme de phraséologie et d'empirisme est bannie et si, en définitive, les voies et les moyens sont objectivement précisés et compris de tous ». Il est maintenant notoirement admis que le Pouvoir révolutionnaire a tenu ses promesses. Les immenses progrès réalisés par l'Algérie dans tous les domaines sont considérés, d'une façon générale, comme un défi au sous-développement.

C'est dire que le Pouvoir révolutionnaire n'a pas seulement relancé l'économie et créé les conditions qui nous rapprochent du décollage économique ; il a aussi, par des mesures radicales, jeté les bases de l'édification d'une société socialiste. Les structures mises en place et les transformations profondes introduites dans la texture de la société ne relèvent ni de schémas dogmatiques ni d'un empirisme circonstanciel. Elles découlent toutes d'une vision claire des buts à atteindre, d'une juste appréciation des conditions objectives du pays, et d'une volonté politique résolue. Elles sont le résultat de la riche expérience politique réalisée aussi bien durant la guerre de libération nationale qu'au cours du combat acharné pour le développement économique et le renouveau social.

Tous ces acquis, obtenus en l'espace d'une décennie d'efforts soutenus, constituent la base de l'évolution politique de l'Etat et les assises matérielles indispensables au progrès de la société. Il ne s'agit donc pas d'échafauder des théories détachées du réel, mais de partir des acquis, du concret, du vécu, afin d'en tirer des enseignements. Nous pouvons, désormais, approfondir la conception de nos structures, définir encore plus, en en précisant les modalités, le genre de société que nous voulons édifier, tracer les perspectives d'avenir de notre action globale. Cela implique une clarification rigoureuse destinée à dissiper les équivoques, à éliminer les scepticismes, à consolider et à développer les institutions destinées à satisfaire les besoins légitimes des citoyens tant au plan de la dignité de la personne humaine, qu'à celui du travail, de la santé, du logement, du savoir, des loisirs, de la formation technique et professionnelle, d'une justice et d'une sécurité appelées à les protéger contre tous les abus.

Continuité révolutionnaire comme dynamique de transformation, mais aussi, continuité nationale en tant que fidélité à soi, en dehors de toute équivoque. Il s'agit, en effet, d'un pays qui n'a cessé d'évoluer depuis son lointain passé chargé de hauts faits et d'apports concrets à la civilisation universelle, et au sujet duquel on ne doit pas confondre traditions anti-sociales et figées, avec traditions vigoureuses de lutte et de progrès. Les grandes vertus du peuple algérien et son patrimoine plusieurs fois millénaire ne doivent pas être un objet de superstitieuse vénération, mais la base réelle d'une promotion continue, par le travail productif, la créativité culturelle, le sens de la justice, le civisme, le dévouement, l'amour irrépressible de l'indépendance et la démocratie. Il ne faut pas que, par une interprétation erronée des traditions, notre société, à peine émergée du désastre, retombe dans les ornières du passé alors qu'elle dispose d'atouts positifs considérables pour s'imposer dans le monde moderne. A ce propos, il convient de ne pas oublier que, lorsque les féodalités disparaissent en tant que forces politiques, elles laissent derrière elles une « éthique » à leur image. Cette éthique féodale peut imprégner dangereusement les modes de penser et d'agir de bon nombre d'Algériens relativement à leurs conduites sociales à propos de la condition de la femme, de l'esprit de clan, du parasitisme familial ou communautaire, des solidarités injustes, du culte de l'argent, de la morale financière, d'une vision fataliste du monde à travers laquelle la hiérarchie des groupes sociaux est conçue comme définitive : maîtres et serviteurs, exploitateurs et exploités, riches et pauvres, prépondérants et dominés. Si la guerre de

libération a contribué à anéantir ces forces rétrogrades, il restera à la révolution culturelle et à une morale socialiste conséquente, de détruire les survivances de l'esprit féodal et l'imprégnation idéologique insidieuse néo-bourgeoise.

Une révolution doit aussi créer les conditions permanentes qui sont susceptibles de prémunir la société contre les maux dont elle a souffert. De là, la nécessité d'une organisation de l'acquis et des forces capables de mener jusqu'au bout la révolution, d'appliquer le socialisme et de le défendre.

Il est évident que cette organisation ne doit pas être le fruit du spontanéisme et ne pas tabler sur des schémas conformistes selon lesquels, de par l'appartenance à telle catégorie sociale, on doit se considérer d'emblée comme un allié de la révolution sans qu'une prise de conscience préalable et une préparation adéquate à ce rôle actif ne viennent soutenir et stimuler les efforts. Certes, les paysans pauvres ont plus que d'autres souffert de la conquête coloniale, du féodalisme mercenaire et de la guerre de génocide qui marqua les dernières années de la domination étrangère. Mais si, dans leur ensemble, les forces objectivement acquises au socialisme — travailleurs des villes, paysans pauvres, jeunesse ouvrière et intellectuelle — se sentent concernées par l'avenir de la révolution, il ne faut pas moins agir avec acharnement, un sens rigoureux de l'organisation et une conscience accrue des droits et devoirs institutionnels, pour les motiver davantage. Il faut en faire, à la fois, des citoyens responsables et des militants socialistes pleinement conscients des objectifs de l'édification d'un monde nouveau dont ils seront les premiers bénéficiaires et qu'ils devront défendre contre les dangers internes et externes. C'est là une exigence qui rejoint les critères fondamentaux par lesquels va s'exprimer, à l'avenir, l'adhésion au programme socialiste. C'est plus qu'un engagement, c'est la raison d'être et d'agir de tout un peuple qui se manifestera à travers les institutions démocratiques, un parti renoué, des organisations de masse mieux structurées, une économie et une culture reflétant la double fidélité à la révolution et à la nation.

Pour préserver et approfondir les acquis de notre révolution, l'Etat socialiste et les différents organes du pouvoir feront en sorte que dans tous les secteurs une sélection des cadres les meilleurs et les plus engagés soit réalisée. Appuyant cette sélection avec la dernière rigueur, des lignes d'action viendront, dans tous les domaines, hâter les transformations nécessaires et que les dix années précédentes ont largement amorcées.

Les acquis déjà obtenus et les grands projets nationaux déjà entamés ou à venir, expriment la finalité de la révolution algérienne dans les secteurs industriel, agricole et culturel qui composent, par leur étroite imbrication, la dialectique même du changement global de la société dans le sens du socialisme. Il conviendrait de situer chacune de ces actions dans un contexte plus large que celui de la technique : L'importance de l'accomplissement de la révolution industrielle, de la révolution agraire et de la révolution culturelle, se traduit par l'édification d'une administration renouée, définitivement débarrassée des séquelles coloniales, et ne soit pas l'occasion pour les affairistes, les bureaucrates médiocres et les agents incompetents, les arrivistes et les pseudo-militants, de stériliser, de discréditer cet immense élan ou de s'enrichir impunément à ses dépens. D'où la nécessité d'une lutte vigoureuse et infatigable contre les dépassements, les habitudes sociales nocives, les carences, la mauvaise application des normes, les déviations idéologiques. L'impact sur le terrain social, sur les mentalités ainsi mises en éveil ou ébranlées par un processus novateur, le sens du travail, les audaces à propulser et les tabous à enfreindre, la révélation positive de possibilités humaines longtemps contrecarrées ou sans emploi judicieux ; tout cela devra entrer en ligne de compte pour l'appréciation dynamique, et non plus opérationnelle, de la révolution culturelle, de la révolution agraire et de la révolution industrielle et de leur contexte politique de rigueur. Sans oublier d'envisager les obstacles à vaincre, toutes les habitudes sociales nocives à éliminer, la nécessité d'un minimum de vigilance, et même de coercition, pour corriger l'action en cours. Pour toutes les forces sociales qui agissent dans ces trois domaines essentiels et complémentaires de la Révolution, il faut qu'intervienne obligatoirement l'évocation précise des moyens de formation et de prise de conscience ; celle des droits, des devoirs moraux, des obligations professionnelles, humaines et civiques. Cette action contribuera à faire des paysans, des travailleurs et de la jeunesse, non des citoyens inertes et privilégiés, peu soucieux de servir et se dévouer et enclins à une facile auto-satisfaction, au parasitisme et à des appétits malhonnêtes devant les biens du peuple confiés à leurs soins et placés sous leur sauvegarde, mais des producteurs pleins d'émulation et des